

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 47

Mercredi 26 février 1975

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Martinique, le Bâtiment
en lutte :

LA GRÈVE, UNE ARME POUR LES TRAVAILLEURS !

DEPUIS deux semaines, les travailleurs sont en grève. Ils réclament non seulement une augmentation de leurs salaires, qu'ils voudraient voir passer de 5,90 F à 7,09 F (salaire des manœuvres), mais encore ils refusent tout licenciement pour l'année en cours. Etant donné que ce sont les patrons qui sont responsables de la situation qui oblige les travailleurs à faire grève, ceux-ci réclament le paiement des jours de grève. Face à la hausse des prix, ils veulent voir augmenter les salaires en fonction du coût de la vie en Martinique et non d'après des indices calculés pour la France.

Les revendications présentées par les ouvriers du Bâtiment sont donc celles qui intéressent tous les travailleurs. Et en ce sens, la grève du Bâtiment est la première offensive des travailleurs cette année, contre la crise qui menace.

Par toutes leurs revendications, les grévistes montrent qu'ils ne veulent pas payer pour la crise des capitalistes. Ce sont ceux-ci qui en sont responsables c'est à eux d'en faire les frais.

Mais il y a aussi dans le déroulement même de la grève des faits qui concernent l'ensemble des travailleurs.

Au début du mouvement, les syndicats avaient présenté des revendications qui étaient bien timides. Ils étaient prêts à accepter le paiement des 7,09 F en plusieurs étapes. Quant au paiement des jours de grève, il n'en était pas question. Dès le début, les travailleurs se sont montrés attentifs à leurs affaires et toutes les décisions les concernant se sont prises en assemblée générale, devant tout le monde. C'est ainsi qu'il a été décidé de réclamer 7,09 F, sans étapes, et le paiement des jours de grève. Un Comité de grève a été élu. Les syndicats, au lieu de s'opposer ouvertement à cette initiative, ont préféré entrer dans le Comité en vue de le contrôler, et de le transformer en Comité inter-syndical habituel, incontrôlé par les travailleurs. Mais pour faire cela, ils sont obligés en même temps de se montrer les plus farouches défenseurs des revendications présentées par les travailleurs. De jour en jour, les travailleurs font des progrès dans la voie du contrôle de leur propre mouvement et de sa prise totale en main. De nombreux pas ont été faits dans cette voie-là, mais il reste à vaincre bien des réticences, car les travailleurs ont été si peu habitués à s'occuper directement eux-mêmes de leurs affaires, qu'ils ont du mal à se débarrasser des habitudes du passé. Mais il est sensible pour beaucoup de travailleurs que cette grève « ne se déroule pas comme les autres ». Non seulement il y a des équipes qui participent au débauchage, mais chaque jour il y a une assemblée pour décider de ce qui doit être fait dans la journée. D'autres types d'activités sont prévus : projection de diapositives, présentation de pièces de théâtre, gala de solidarité animé bénévolement par des artistes, etc.

La grève n'est pas pour les travailleurs une chose qu'ils font par plaisir, mais s'ils y participent pleinement ils peuvent en tirer un grand profit et pas seulement par les acquis matériels qu'ils y gagneront. C'est un moment où ils peuvent faire l'apprentissage de la prise en main de leur lutte, de l'organisation, de la direction du mouvement eux-mêmes.

Mais tout cela n'est possible qu'à la condition que les grévistes dirigent eux-mêmes le mouvement, en assumant toutes les tâches grandes et petites.

Par leur détermination, par leur aspiration à diriger eux-mêmes leurs propres luttes, les travailleurs du Bâtiment de la Martinique donnent l'exemple à toute la classe ouvrière des Antilles !

Face à la hausse des prix : Échelle mobile des salaires



Ceux du Bâtiment nous ouvre la voie.

LA hausse des prix est devenu un phénomène tellement courant qu'il est pratiquement entré dans les mœurs.

Pourtant au rythme où les prix augmentent, le pouvoir d'achat des travailleurs est sérieusement entamé. En témoigne toute la cascade des hausses de ces deux derniers mois : le pain est passé de 1,50 F à 1,70 F en Guadeloupe ; en Martinique l'augmentation du même pain a été encore plus forte ; c'est plus de 2 F que le travailleur paie maintenant le pain de 1 kg. D'autres produits ont également connu une hausse aussi spectaculaire : l'huile qui coûtait 8 F le litre coûte maintenant 11 F. Les haricots rouges que la ménagère payait 12 F valent actuellement 16 F. Le riz ordinaire de

2,50 F coûte 3,10 F ce mois-ci. Le sucre est passé de 2,50 F à 3 F, le poisson de 10 F à 14 F le kg. L'œuf coûte maintenant 0,80 F l'unité au lieu de 0,60 F le mois dernier.

Ainsi donc pratiquement tous les produits de première nécessité ont subi une hausse d'au moins 20%. C'est dire que le pouvoir d'achat des travailleurs et des couches pauvres de la population a diminué d'autant. Ces classes sociales sont donc forcées de se serrer davantage la ceinture et de consentir à des sacrifices de plus en plus lourds. Les capitalistes eux se sucent en attendant et voient leurs profits augmenter. Pour faire accepter cette hausse effrénée des prix aux travailleurs, ces messieurs arguent de la crise économique qui devrait, paraît-il,

imposer des sacrifices à tous. Les travailleurs ne doivent point se laisser prendre à ces propos. Quand les affaires vont bien ils n'en tirent jamais profit, quand c'est la crise ils ne peuvent non plus aider à payer ; c'est aux capitalistes eux-mêmes à payer, car s'il y a une crise, c'est leur propre système qui en est la cause.

Face à cette hausse les travailleurs doivent réclamer l'échelle mobile des salaires c'est-à-dire l'augmentation des salaires toutes les fois où les prix augmentent.

Bien entendu les capitalistes n'accepteront jamais l'échelle mobile sans y être contraints et forcés. Il appartient aux travailleurs de pousser leurs syndicats respectifs à engager le combat contre la vie chère et pour l'échelle mobile des salaires.

Guadeloupe : Les dockers en grève !



DEPUIS le 18 février les dockers ont engagé la lutte. Ils réclament une augmentation de 13% de leur salaire.

En effet, comme dans les autres secteurs, les patrons ne proposent que des augmentations dérisoires, 5%, qui sont loin de compenser la hausse du coût de la vie.

Pour mieux tromper les travailleurs des docks, la direction leur proposait des négociations séparées : une commission à Basse-Terre et une autre à Pointe-à-Pitre. Mais ceux-ci n'ont pas cédé à la manœuvre. A Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre ils sont autant exploités et ont besoin du même sa-

laire, d'autre part, les dockers savent que leur unité d'action est la principale chance du succès de leur lutte.

C'est ainsi que le mouvement a débuté par une « grève perlée » lancée par la CGTG. Vu la participation massive des dockers à ce mouvement, FO a été obligée de suivre... En fait il s'agissait d'une grève du zèle : ralentir au maximum les cadences.

Les patrons eux, pour ne pas céder, ont préféré détourner les bateaux sur la Martinique ou sur Barbade. C'est un lockout déguisé et face à cela les dockers ont eux aussi durci leur position. La grève est totale. Chaque matin ils se rassemblent pour discuter de leur mouvement. Ils ont décidé de lancer un appel à leurs camarades martiniquais pour qu'ils ne déchargent pas la marchandise qui était destinée à la Guadeloupe.

Les compagnies peuvent payer. Elles font des super-bénéfices, de plus, le fret a augmenté tout le long de l'année dernière et va être majoré de 15% encore à compter du 1^{er} mars.

La lutte pour les 13% d'augmentation se poursuit et les dockers sont décidés à aller jusqu'au bout.

Martinique :

Il y a un an, la grève générale

Il y a un an, le 12 février 1974, se déclenchait en Martinique, l'une des plus grandes grèves que les Antilles aient connues. Pendant huit jours, tous les secteurs-clés de l'économie furent paralysés par un immense mouvement unitaire de la classe ouvrière.

Déjà, dans le courant du mois de décembre et du mois de janvier, des luttes importantes s'étaient déroulées : celle des travailleurs de France-Antilles, celle des ouvriers en Bâtiment qui, après une grève de près de quinze jours avaient obtenu 14 % d'augmentation de salaire ; de leur côté, les ouvriers agricoles du secteur bananier déclenchaient une grève pour les 35,50 F.

Les syndicats avaient reporté la date de la grève générale prévue le 11, au 12 février, ce qui donna lieu à une certaine confusion. Cependant la grève générale eut lieu.

Le Bâtiment se remit en grève, le Commerce, les Docks, la SPDEM, les Banques ; les ouvriers agricoles qui avaient commencé depuis le 23 janvier étaient entrés résolument dans le mouvement.

Ce sont près de huit mille travailleurs qui, le mardi matin, le 12, descendirent dans les rues de Fort-de-France.

Le lendemain, une partie des travailleurs reprenait le travail, en particulier ceux des banques et diverses administrations. Ce même jour, des équipes de débouchage composées d'ouvriers du Bâtiment, des docks, d'employés de commerce, de lycéens et d'ouvriers agricoles parcouraient les rues de Fort-de-France pour mettre en grève ceux qui n'avaient pas encore rejoint le mouvement.

A partir du jeudi 14, les directions syndicales cherchaient à faire reprendre le travail. Les attaques contre les partisans de la

poursuite du mouvement se firent plus fréquentes.

C'est un fait nouveau, le lâche assassinat d'un gréviste de la banane, qui faisait rebondir le mouvement.

Le vendredi matin, une grande manifestation organisée par tous les syndicats, les partis et organisations parcourait les rues de Fort-de-France aux cris de : « Orsetti (le préfet), assassin, colonialistes dehors », « békés dehors », « le pouvoir aux travailleurs », « à bas d'Etat des flics et des patrons », « à bas le gouvernement colonialiste ».

La grève dura huit jours.

Les travailleurs avaient dépassé les revendications initiales au profit de revendications politiques, telles que « Indépendance », « Liberté chez nous », « le pouvoir aux travailleurs ». Ce faisant, ils se sont heurtés aux appareils syndicaux, en particulier celui de la CGTM qui, dans la deuxième partie du mouvement, ont mis tout leur poids dans la balance pour décourager les travailleurs et les inciter à la reprise.

Beaucoup se rendirent compte de la tactique de ces directions et exprimèrent leur mécontentement, beaucoup voulaient continuer la lutte.

Néanmoins, la majorité des travailleurs reprit le travail petit à petit. Ils n'avaient rien obtenu, à part ceux de la Banane (et à quel prix !), mais ils ne rentraient pas vaincus, au contraire ; la fierté pouvait se lire sur tous les visages. Pendant huit jours, ils avaient montré aux capitalistes de quoi ils étaient capables, ils avaient fait une grande démonstration de force et de dignité, ils avaient exprimé leur haine du système colonial avec son cortège de chômage, de bas salaires, de misère, de brimades, de violences, de racisme.

La grève de février 1974 fut aussi une expérience enrichissante

pour les travailleurs. Beaucoup se sont rendus compte qu'il serait possible de vaincre les patrons et le colonialisme en retrouvant cette voie. Nombreux sont ceux aussi qui ont fait l'ex-

périence de la bureaucratie des dirigeants syndicaux.

En s'attaquant directement au pouvoir colonial, les travailleurs martiniquais ont ouvert une brèche. Si, dans l'avenir, ils savent

se donner une organisation révolutionnaire, ils pourront se débarrasser à jamais de la pourriture colonialiste, prendre le pouvoir et ériger un Etat dirigé par eux seuls.



Le 14 février 1974, Ilmany et Marie-Louise assassinés au Lorrain

Le jeudi 14 février 1974, alors que la grève générale bat son plein dans toute la Martinique, à 9 h 30, au Lorrain une centaine d'ouvriers agricoles en grève dont une trentaine de femmes se présentent devant le hangar de l'habitation « Fonds-Brûlé » gardée par deux camions de gendarmes et une jeep.

Ils sont venus expliquer à leurs camarades que les 32 F que les patrons proposaient n'étaient pas suffisants et qu'il fallait continuer la lutte pour 35,46 F.

Ce jour-là, les gendarmes refusent l'entrée de l'habitation et les dispersent à coups de grenades lacrymogènes et de grenades offensives. Les grévistes ripostent par jets de pierres et continuent leur route vers d'autres habitations en direction de Basse-Pointe.

Soudain, quatre camions de gendarmes leur demandent le passage et vont stationner cinq cents mètres plus bas, cinq autres camions suivent. Un hélicoptère qui les survole pique et lance une pluie de grenades lacrymogènes. Au même moment, dans une attaque en règle, les gendarmes qui se trouvent derrière eux chargent et ceux qui sont devant leur barrent le passage. Une femme qui se trouvait près d'Ilmany est frappée, bousculée ; il la défend et frappe autour de lui. De suite, une rafale est tirée ; une balle lui coupe l'artère fémorale, le traverse de part en part et lui brise le poignet gauche. Il meurt sur le coup. De part et d'autre c'est la fusillade. Des travailleurs sont plaqués au sol par le souffle de l'hélicoptère.

Le bilan est lourd : Ilmany, père de dix-sept enfants, est tué, Omer

Cyrille, Guy Créteinoir sont blessés. On devait ôter un poumon à Rastoc ; Rosaz François, professeur de géographie, reçoit une balle dans l'épaule. Marie-Louise, un ouvrier agricole de dix-neuf ans, est porté disparu ; on retrouvera son corps sur la plage deux jours après, paraissant affreusement torturé.

Voilà l'œuvre sinistre des forces armées colonialistes, voilà le prix qu'ils ont fait payer aux ouvriers agricoles pour leur 5,91 F d'augmentation. Cette fusillade ne fait que s'ajouter à la liste déjà nombreuse de massacres qui jalonnent l'histoire des luttes ouvrières en Guadeloupe et en Martinique.

Mais les travailleurs des Antilles sauront un jour employer les mêmes méthodes contre les forces coloniales dans leur lutte pour leur libération.

Soutenez COMBAT OUVRIER

Les lecteurs de Combat Ouvrier ont désormais la possibilité de le lire deux fois par semaine.

En effet, depuis un mois, nous avons entrepris de publier, en plus du mensuel, un bi-hebdomadaire de deux pages au prix de 0,30 F. Le succès rencontré par cette nouvelle forme de Combat Ouvrier nous permet de penser que nos lecteurs seront nombreux à soutenir l'effort que nous accomplissons pour donner une information et des points de vue qui soient radicalement différents de ceux des grands journaux dont le seul but est bien souvent de déguiser la vérité, de cacher ou de déformer les faits qui portent accusation contre le système capitaliste.

Nos lecteurs auront donc à cœur de participer nombreux à cette souscription afin que Combat Ouvrier s'améliore et que la parution bi-hebdomadaire devienne de plus en plus un journal qui réponde aux préoccupations grandes et petites des travailleurs, afin qu'il soit présent partout, dans toutes les librairies et les boutiques.

Échos de l'émigration

EQUIPE CENTRALE DES LIGNES :

Les PTT mettent notre santé en danger

Au service des Lignes, nous racordons des câbles de téléphone, nous enlevons les vieux câbles, nous en installons de nouveaux. Pour cela, il nous faut descendre travailler dans les égouts de Paris plusieurs fois par an, dans une eau sale, pleine de détritus, d'essence, de mazout, de produits radioactifs et toxiques en compagnie des rats et dans une odeur insupportable. Contre tout cela, nous ne sommes nullement protégés. Ainsi, il existe des chaussures de sécurité, mais nous avons cent fois l'occasion d'avoir les pieds esquinés avant de réunir le prix d'une paire, avec une prime de chaussure de 4,33 F par mois. Quant aux gants qu'ils nous donnent pour tirer les câbles, ils prennent l'eau. Nous sommes d'ailleurs obligés de les enlever lorsque nous manipulons des fils fins. Les PTT nous imposent des précautions comme de ne pas fumer, mais ils se soucient peu des risques d'infection lorsque nous nous blessons faute de gants adaptés au travail. Après une journée d'égout, nous avons en principe droit à une douche. Mais il faut un bon, et pour le bon il faut des démarches auprès des chefs qui peu-

vent nous faire attendre... plusieurs jours !

Si les PTT croient que nous laisseront notre santé en danger dans les égouts, ils se trompent. Nous commençons déjà à nous organiser pour leur imposer des mesures de sécurité.

PARIS-BRUNE :

Un camarade s'est cassé le bras. La faute en est aux PTT

Dernièrement, à la Mécanisation, un camarade travaillant sur une passerelle à deux mètres de hauteur, a fait une chute et s'est cassé le bras. Il n'y avait en effet aucune barrière pour le protéger. Après l'accident, l'administration a fait installer une grille de protection. Ainsi, il a fallu attendre qu'un d'entre nous se casse le bras pour que la direction s'occupe de notre sécurité.

Camarades, l'administration doit savoir une fois pour toutes que lorsque nous venons travailler ce n'est pas pour nous faire esquinter. Et dans ce même service, nous ne devons pas attendre qu'un autre accident se produise parce que c'est un

service où bien souvent nous sommes obligés de nous piler en deux pour circuler et de faire très attention pour ne pas nous blesser sur les câbles et les machines. Alors, si l'administration ne fait rien pour que cela change, nous devons nous organiser pour régler cette affaire nous-mêmes.

FAVORITES :

Les auxiliaires ne doivent pas accepter le chantage de l'administration

Favorites, rue Bourseul à Paris, c'est, comme tous les centres de chèques postaux, l'enfer pour les employées et plus particulièrement pour les auxiliaires. Parce que l'administration embauche ces dernières avec un contrat de trois mois et qu'elle peut les licencier sur n'importe quel prétexte. Et elle ne se gêne pas pour faire sans arrêt pression sur ces travailleuses vivant dans une insécurité d'emploi permanente : cela permet donc à l'administration d'augmenter les cadences, de pousser ces employées à la limite de leur résistance.

Dans ces conditions, avec en plus les PV, avertissements, réprimandes,

que les chefs distribuent pour n'importe quel prétexte, les employées ne tiennent pas le coup. Mais elles n'accepteront pas de rester toujours dans cette situation. Elles sauront s'organiser pour empêcher l'administration de licencier les auxiliaires comme bon lui semble dès qu'elle a eu fini de les presser comme des citrons.

PLM :

Empêchons l'administration de licencier en douce !

Ces jours derniers, l'administration a renvoyé plusieurs auxiliaires. Une partie d'entre eux a finalement été reprise ; certains ont été mis à pied ; d'autres ont été purement et simplement remerciés ; dans tous les cas, bien sûr, sans que personne ne le sache.

La meilleure façon d'éviter ces manœuvres de l'administration c'est d'aviser les syndicats et de mettre tout le monde au courant. Et de toute façon, il faut que dans chaque brigade, nous connaissions toutes les tentatives de l'administration en vue de licencier certaines d'entre nous, de façon à réagir sans perte de temps.

Guadeloupe : LA GAUCHE AU CONSEIL RÉGIONAL

Il y a quelques jours, se déroulait l'élection au Conseil régional de la Guadeloupe. C'est l'Union de la gauche qui remportait de loin cette élection avec Pierre Mathieu (Parti Progressiste Guadeloupéen) à la présidence, Gérome Cléry (PCG, maire de Basse-Terre), premier vice-président, Abdon Saman (maire de Morne-à-l'Eau, Parti Socialiste), et Félix Choisy (Mouvement Socialiste), suivis de Flemin, Pasbeau, Charles Gabriel, Lacavé, Gargar. En janvier, l'élection à la commission départementale avait déjà été remportée par la gauche avec Dagonia (maire du Lamentin, Mouvement Socialiste) comme président suivi d'une série de membres du PS et du PCG.

La gauche socialiste et communiste se retrouve donc en tête de certaines institutions départementales et des organes de la régionalisation. Peut-on en attendre quelque chose comme cette gauche le laisse entendre ? Ce serait encore se faire de grandes illusions que de le croire. En effet, comme le dit lui-même l'organe du PCG L'Étincelle, « Le nouveau régime mis en place par M. Le Cornec nous permet de confirmer que la régionalisation sous la formule retenue, tout comme celle préconisée par Bernier ou d'au-

tres, n'est qu'un organisme parasitaire. Il fait double emploi avec le Conseil général et n'est destiné qu'à accroître les pouvoirs du préfet et à alourdir les charges financières des contribuables... ».

Il semble donc clair, y compris pour le PCG que le préfet reste le seul maître de la situation. Et nous pourrions ajouter qu'en tant que représentant direct du gouvernement colonialiste, il pourra donc facilement passer outre les décisions ou les votes de ce Conseil régional. D'ailleurs, cette régionalisation elle-même n'a-t-elle pas été bel et bien imposée en Guadeloupe alors qu'une majorité s'était dégagée contre son application au Conseil général ? Le PCG qui n'est pas à une contradiction près l'affirme lui-même dans le même article : « La régionalisation qui avait pourtant été écartée par les divers groupes du Conseil général est imposée à notre pays ».

Alors pourquoi créer des illusions chez les travailleurs, pourquoi leur faire croire qu'il sera possible de « contrecarrer la toute-puissance préfectorale, de s'opposer à toute création d'impôts nouveaux ou à toute augmentation de la charge fiscale... » et de faire du Conseil régional un tremplin pour le triomphe du droit à



Au Conseil générale, les bavardages... tandis qu'à la préfecture, on prend les décisions.

l'autodétermination du peuple guadeloupéen comme le dit L'Étincelle.

En fait, faute de n'avoir pu empêcher la mise en place de ces nouvelles institutions du gouvernement colonialiste, la gauche se retrouve à leur tête... et en est fière !

Tout au plus, elle ne fera que « mieux gérer » peut-être que l'UDR ces institutions.

Les travailleurs n'en ont que faire ?

Quant au droit à l'autodétermination, c'est dans la rue et dans les entreprises que les travailleurs l'arracheront, par leurs luttes et non en faisant confiance à ces vieux renards de la politique qui trônent au Conseil général, régional, économique et dans toutes sortes de commissions.

Pour exemple : les manifestations populaires de Guyane et le mouvement contre la répression ont fait trente fois plus que toutes les résolutions pour l'autonomie votées par le Conseil général depuis des années et restées lettre morte ; tant il est vrai que seule la lutte révolutionnaire des travailleurs peut faire changer les choses aux Antilles comme ailleurs, et non ces institutions bourgeoises même contrôlées par des partis de gauche.

Comment "Justice" informe ses lecteurs

JUSTICE, journal du PCM (tout comme d'ailleurs l'organe du PCG L'Étincelle), reste curieusement muet sur les événements qui se sont déroulés au Pérou au cours du mois de février. On se rappelle

qu'après une manifestation de policiers réclamant une augmentation de salaires, les habitants des quartiers pauvres étaient descendus dans la rue et que le régime militaire « de gauche » n'avait trouvé d'autre solution que de fai-



Quand la junte militaire de « gauche » réprime les travailleurs, Justice se tait.

re intervenir l'armée, faisant ainsi une trentaine de morts parmi la population.

Cela se passait le 6 février. Et précisément, dans son numéro daté du 6 février, Justice avait fait un article sur le Pérou, avec une photo du chef de la junte militaire, le général Alvarado. On y voyait l'attitude des militaires « progressistes » du Pérou qui invitaient les autres Etats d'Amérique Latine à ne pas participer à une réunion avec les USA. Certes, l'article avait été écrit avant les événements. Mais on aurait pu croire que dans le numéro suivant, l'organe du PCM informerait au moins ses lecteurs sur les fusillades de Lima.

Seulement, voilà : au Pérou, la dictature militaire se pare de couleurs « socialisantes », et est soutenue par la gauche, en particulier le Parti Communiste Péruvien. Alors, que la junte militaire refuse de siéger dans une même assemblée que les USA, voilà qui pour les rédacteurs de Justice mérite d'être cité ; mais qu'une trentaine de travailleurs et de chômeurs tombent sous les balles de ce même gouvernement, parce qu'ils continuent de croupir dans la misère, sans pour autant participer en quoi que ce soit au pouvoir, c'est sans doute pour l'organe du PCM un détail sans importance.

Capesterre : démocratie respectée malgré la volonté d'un responsable CGT

Le lundi 10 février, à la bourse du travail de Capesterre, se tenait une réunion de travailleurs de la Banane, en présence du responsable CGT de la région. Un camarade travailleur de Combat Ouvrier assistait à cette réunion, ce qui n'eut pas l'heur de plaire à ce responsable qui demanda à notre camarade de sortir. Celui-ci répondit qu'il ne sortirait que si les travailleurs présents le lui demandaient. C'est alors que le dirigeant CGT tenta violemment d'éjecter notre camarade, aidé en cela par un de ses congénères.

Une petite échauffourée s'ensuivit, mais les travailleurs présents séparèrent les hommes avant qu'ils n'aient le temps d'échanger vraiment des coups. Déjà le responsable CGT s'était saisi d'une barre de fer dans le but de l'utiliser contre notre camarade.

Ce dernier resta dans la salle et déclara qu'il ne sortirait pas même s'il n'était pas ouvrier de la Banane car en tant que travailleur, rien ni personne ne le ferait sortir si les travailleurs présents

s'y opposaient ; d'autant plus qu'assistaient à cette réunion des gens qui ne sont pas ouvriers (il s'agissait en l'occurrence d'un militant du PC bien connu à Capesterre). Le responsable CGT, contre son gré, dut bien accepter la présence de notre camarade, car tous les travailleurs présents avaient tacitement désapprouvé son geste. Ce responsable pensait qu'il aurait été suivi par les travailleurs, il ne fit que se déconsidérer un peu plus à leurs yeux.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène Zozor

Adresser toute correspondance :
ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386

97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier
BP 80
93300 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine

Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source

Déclaration commune des PC français, guadeloupéen, martiniquais et réunionnais

DU 27 au 30 janvier se sont réunis à Paris les partis communistes des Antilles et de la Réunion, et le Parti Communiste Français. A l'issue de cette rencontre, ils ont publié une déclaration commune qui n'apporte, il faut le dire, rien de bien nouveau par rapport aux thèses défendues jusqu'ici par les PC des DOM. En effet, le pilier de leur argumentation demeure plus que jamais « l'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la république française ».

Les PC des prétendus DOM revendiquent « une autonomie démocratique et populaire assurant

à ces peuples la responsabilité de diriger leurs affaires pour le développement économique équilibré, le progrès social réel et l'épanouissement culturel ».

En fait, le projet demeure le même que ce qui était défini en 1971 à Morne-Rouge : une « autonomie » qui prévoit, entre autres, la présence sur notre sol de troupes françaises pour assurer notre « sécurité » et le maintien entre les mains de la France des rênes de la politique extérieure.

Dans un tel cadre les organismes prévus par les PC, à savoir :
— une assemblée législative élue au suffrage universel ;

— un exécutif responsable devant elle ;

— un organisme permanent de coopération avec la France, s'ils voient le jour, ne pourraient être que purement symboliques ; déjà, et nous avons en ce domaine une expérience qui devrait suffire aux PC, les élections auraient toutes les chances d'être truquées. Et si l'assemblée prenait une décision qui semblerait à la bourgeoisie française contraire à ses intérêts, les troupes déjà sur place interviendraient pour « y mettre bon ordre ».

C'est pourquoi nous pensons

que la rencontre et la déclaration commune des PC de France et des prétendus DOM ne fait pas avancer d'un pas la solution des problèmes qui se posent aux travailleurs de nos pays.

C'est ailleurs que ceux-ci devront chercher s'ils veulent un jour prendre effectivement leurs affaires en main ; pour cela, il faudra s'organiser dans un parti qui représente réellement leurs intérêts, c'est-à-dire se donne pour but l'indépendance dirigée et contrôlée par la classe ouvrière, s'appuyant sur les paysans pauvres.

Portugal

GRANDES MANŒUVRES PRÉÉLECTORALES

UNE intense vie politique se poursuit et s'intensifie au Portugal. La proximité des élections à la Constituante (élections législatives) y est pour beaucoup. En effet, pour nombre de partis qui occupent les devant de l'arène politique portugaise, ces élections constituent un tournant décisif.

Le Mouvement des Forces Armées (MFA) qui provoqua le 24 avril la chute de Caetano regarde l'échéance avec appréhension. Les petits-bourgeois radicaux sous l'uniforme qui constituent ce mouvement craignent en effet que la démocratie parlementaire qu'ils restaurent ne les écarte du pouvoir au profit du personnel politique bourgeois classique. Personnel que le MFA soupçonne avec raison de ne pas pouvoir ou de ne pas vouloir réaliser le programme radical qu'il s'est fixé, lui MFA, avec pour optique de moderniser le Portugal, de le sortir de l'état de sous-développement économique, social, culturel dans lequel l'ont maintenu quarante ans de dictature. Alors le MFA qui, d'un autre côté, veut re-

venir sur la promesse d'élections à terme, multiplie les propositions visant à lui assurer le contrôle de l'activité du futur gouvernement.

Le MFA craint pour son avenir et pour celui de son programme. Les sourds affrontements qui l'ont opposé violemment au PS, et bien sûr aux partis plus à droite, viennent des divergences liées aux perspectives offertes aux uns et aux autres par les élections.

En effet, le PS a tout intérêt au régime parlementaire qui doit sortir de ces élections. Il a de fortes chances d'en être le parti charnière. D'abord parce qu'aux élections mêmes, le PS peut gagner des voix aussi bien à gauche où il apparaît comme un parti qui avait lutté contre la dictature de Caetano, que dans l'électorat modéré, pour son attitude hostile au Parti Communiste. Ensuite, parce qu'au parlement, il est à peu près certain, vu sa position sur l'échiquier politique, de pouvoir participer aussi bien à une combinaison gouvernementale de gauche avec



Militaire du MFA en civil haranguant des paysans : un privilège qui risque de lui échapper après les élections.

le PC, qu'à des combinaisons centristes qui écartent ce dernier.

Pour ces raisons mêmes, le Parti Communiste s'appuie à fond sur le MFA. Aujourd'hui, il est au gouvernement grâce au MFA, mais il n'a aucune garantie d'y être dans le cadre du régime parlementaire qui se prépare.

Dans tout ce remue-ménage

électoral on chercherait en vain ceux qui se préoccupent de l'intérêt des travailleurs. Car tous, groupes et partis, s'entendent sur un point, celui de se livrer à tous leurs complots, leurs tripatoouillages, dans les coulisses, derrière le dos des travailleurs. Or les grandes masses travailleuses chez lesquelles la chute de Caetano a soulevé un immense espoir, ne demandent qu'à participer à la

vie politique. Ce qui est criminel dans la politique du PC c'est que, non seulement il ne cherche pas à organiser la classe ouvrière, à la préparer à intervenir dans la vie politique, mais il ne cherche même pas à l'informer des manœuvres de coulisses en cours, qui décident pourtant peut-être de l'avenir du Portugal, donc du sort de sa classe travailleuse.

POLÉMIQUE PC-PS :

Réconciliation ou accalmie ?

LE jeudi 6 mars doit se réunir un comité commun du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Ils se sont mis d'accord pour discuter ensemble des problèmes du chômage en

France. Serait-ce la fin de cette querelle qui dure depuis quatre mois entre PC et PS ? Il est difficile de dire si l'accalmie qui s'annonce sera de courte ou de longue durée, mais ce ne peut être

qu'une accalmie. La polémique rebondira à la première occasion car les raisons pour lesquelles le Parti Communiste l'a entamée, subsistent.

En effet, l'unité PC-PS, au temps où elle semblait au beau fixe, avait servi essentiellement le parti de Mitterrand. Le soutien qu'a apporté le PC à la candidature de ce dernier a permis le succès actuel du PS. Ce succès gêne le PC dans ses visées électorales. Les prochaines législatives sont en 1978. Mais il y a aussi les municipales. Et le PC sait que s'il veut conserver l'espoir d'être associé au pouvoir, il doit être le plus grand parti de la gauche par son activité militante, par son audience dans les entreprises, bien

sûr, mais aussi sur le plan électoral. Or, la dynamique unitaire risque de lui faire perdre des sièges d'élu au profit du PS. Il lui faut donc se manifester vis-à-vis du PS sous peine de passer au second rang sur le terrain électoral.

Cependant, il n'est pas dit que cette tactique qui consiste à attaquer le PS soit efficace pour le PC, même sur le terrain électoral. Le PC risque de perdre une partie de son électorat, celle auprès de qui il apparaît comme un diviseur, comme le moins unitaire des partis du Programme commun.

Malheureusement, dans le cadre de la stratégie politique qui est la sienne, le PC est perdant

des deux côtés. En effet, son objectif est d'arriver au gouvernement, non pas en s'appuyant de façon révolutionnaire sur le prolétariat, mais dans le cadre de l'Etat bourgeois tel qu'il est. Sa seule perspective d'arriver au pouvoir, c'est sous le patronage du PS. Le PC a donc besoin du PS.

Aussi les relations entre PC et PS seront inévitablement rythmées par ce jeu de rapprochements unitaires suivis de querelles. Car si le PC a besoin du PS pour arriver au gouvernement, le PS, quant à lui, a la possibilité de participer à bien d'autres combinaisons.

EN FRANCE, LES PÊCHEURS EN LUTTE

PENDANT plusieurs jours la plupart des ports de pêche français ont été bloqués par les barques de pêche de quelques 20.000 marins-pêcheurs en colère.

Depuis quelques mois, les marins-pêcheurs ont vu augmenter considérablement leurs dépenses pour le fuel, pour le matériel de pêche, filets, cordage, bateaux. Face à ces hausses de prix, le gouvernement, si généreux vis-à-vis des Citroën et autres gros industriels, ne leur donne pratiquement aucune aide. Au contraire sous prétexte de réadapter le système fiscal des artisans-pêcheurs, il a imposé de fortes augmentations à leurs impôts.

D'un autre côté, les marins-pêcheurs, qui se heurtent à l'inflation, ne voient pas leurs revenus augmenter. Actuellement, les commerçants et industriels qui leur achètent le poisson ont fixé les prix à un taux nettement inférieur à celui de 1974. Pourtant ces hausses ne se répercutent pas au niveau du consommateur, qui ne voit jamais diminuer les prix des produits de la mer, frais ou en conserve. Les capitalistes qui se placent entre le pêcheur et lui réalisent d'immenses profits à bon

compte : pour les marins-pêcheurs les dangers de la mer, les journées sans travail ni ressources pour cause de tempête — comme cela a été le cas tout cet hiver —, les dépenses d'équipement et de combustible, de plus en plus élevées ; pour eux, par contre, les profits !

Ces gros commerçants prennent prétexte de l'abondance des pêches pour diminuer le prix du poisson. Parfois même ils refusent d'acheter. Or dans le même temps ils importent du poisson de Hollande ou du Danemark, qu'ils paient très peu cher, sans toutefois baisser le prix de vente au consommateur. Cela les pêcheurs n'ont pu l'admettre.

Les travailleurs des Antilles doivent être solidaires de la lutte des artisans-pêcheurs de France. D'abord parce qu'ils connaissent bien ces capitalistes des Antilles, vendeurs de moteurs de hors-bord, importateurs de poisson congelé, propriétaires d'installations frigorifiques. Ils savent combien ces profiteurs s'enrichissent sur le dos des marins-pêcheurs des Antilles qui, malgré une mer poissonneuse, peuvent à peine vivre de leur pêche.

D'autre part les travailleurs des Antilles sont solidaires des pêcheurs pour refuser avec eux de payer la crise du système capita-

liste. Car seule la classe ouvrière pourra transformer la société pour que cesse l'enrichissement d'une

poignée de profiteurs, et pour assurer une vie meilleure à tous ceux qui travaillent.

ÉTATS-UNIS : les travailleurs noirs américains, victimes aujourd'hui, victorieux demain

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du dernier éditorial de Spark, journal trotskyste américain :

« Le chômage s'aggrave d'autant que les patrons s'attaquent aux travailleurs pour résoudre la crise qu'ils ont engendré. Mais si le marché de l'emploi est mauvais en général, il est bien pire pour les travailleurs noirs. Le taux de chômage pour ceux-ci est au moins deux fois plus important que celui des travailleurs blancs. Et dans quelques villes comme Détroit, il s'élève à 40% des travailleurs noirs et des autres minorités raciales... »

Spark poursuit en rappelant que :

« Quand la récession commence, alors ce sont eux les tra-

vailleurs noirs qui supportent les plus lourds fardeaux.

« Mais ces dernières attaques (des capitalistes) pourraient bien se retourner contre les capitalistes. »

« Les travailleurs noirs commencent à comprendre plus clairement que le racisme et la discrimination sont partie intégrante de l'exploitation capitaliste. Et c'est seulement par le renversement de ce système que les problèmes rencontrés par les travailleurs noirs pourront finalement être résolus. »

« En entreprenant ce combat ils pourront ouvrir la voie à l'ensemble de la classe ouvrière pour renverser le capitalisme et mettre définitivement fin au chômage, à l'oppression et à l'exploitation. »

La prostitution des jeunes antillaises : un produit du colonialisme

PORTEE cette semaine devant la chambre correctionnelle du tribunal de Paris, l'affaire de proxénétisme du « gang des frères Bureau » a remis à l'ordre du jour une des plaies de la société colonialiste : la prostitution. Les agissements de ces personnages sadiques qui obligent par la violence de jeunes Antillaises à se prostituer pour eux sont des actes répugnants en eux-mêmes, mais les causes profondes de la prostitution ne doivent pas être recherchées uniquement dans l'existence de tels individus. En fait, c'est bien l'existence du colonialisme lui-même qui produit cette pourriture. Il en est responsable au premier chef, non seulement parce qu'il contraint des milliers de femmes à l'ignorance et à la misère, mais encore parce qu'il organise lui-même cette prostitution, et couvre ces bas trafics au moyen d'organismes comme le BUMIDOM. Faire venir en France des jeunes femmes des Antilles en leur promettant monts et merveilles, puis ne leur offrir comme « formation professionnelle » que le balai et le torchon pour servir « les bonnes » dans les maisons bourgeoises comme cela se passe au centre du BUMIDOM de Couy-sur-Ourcq et les laisser le plus souvent seules et sans emploi sur le pavé, n'est-ce pas les livrer directement aux griffes des proxénètes de toutes catégories ?